

L'emploi dans les administrations publiques

La pandémie de COVID-19 a souligné le rôle majeur joué par les agents de la fonction publique dans la prestation des services essentiels aux citoyens. Ils ont œuvré pour la santé et la sécurité des administrés, tout en les accompagnant au quotidien dans leur vie économique. Les agents publics sont aussi au cœur de la relance qui se profile, qu'il s'agisse de mener à bien les stratégies de vaccination ou d'élaborer et de mettre en œuvre les plans de relance de la vie sociale et économique. Toutefois, les rôles et les fonctions du secteur public par rapport à d'autres secteurs diffèrent selon les pays de l'OCDE, ce qui influe sur le poids de l'emploi public dans l'emploi total. Les administrations décident quels doivent être les services fournis directement par les organismes publics ou dans le cadre de partenariats avec le secteur privé ou non lucratif. Dans certains pays, les professionnels de santé, les enseignants et les membres des services d'urgence, par exemple, sont en grande majorité directement employés par l'administration. Ailleurs, ces effectifs sont principalement employés par des entités du secteur privé ou des organisations à but non lucratif.

Le volume de l'emploi dans les administrations publiques varie fortement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Le taux d'emploi dans les administrations publiques est le plus élevé dans les pays nordiques (Norvège, Suède et Danemark), où il atteint près de 30 % de l'emploi total. À l'inverse, le Japon et la Corée affichent les niveaux les plus bas de l'OCDE ; l'emploi dans les administrations publiques représente 6 % de l'emploi total au Japon et 8 % en Corée. Malgré la crise financière de 2007-08, et les mesures d'austérité appliquées dans son sillage, l'emploi public en pourcentage de l'emploi total est demeuré relativement stable depuis 2007, de 18.2 % en 2007 à 17.9 % en 2019. Le Royaume-Uni et Israël ont vu la part de l'emploi public reculer de 3 p.p. entre 2007 et 2019. En revanche, le volume de l'emploi public a augmenté sur la même période en Espagne (2.1 p.p.), Estonie (2 p.p.), au Mexique (1.3 p.p.), en Slovaquie (1.2 p.p.), au Luxembourg (1 p.p.) et en Norvège (1.1 p.p.) (graphique 3.1).

Entre 2007 et 2019, l'emploi dans les administrations publiques a augmenté dans 23 pays de l'OCDE. En moyenne, la croissance de l'emploi total au sein de la zone OCDE, a été légèrement supérieure à celle de l'emploi dans les administrations publiques, réduisant de 0.3 p.p. le ratio emploi dans les administrations publiques/emploi total au cours de cette période. C'est au Royaume-Uni et en Israël que les écarts ont été les plus sensibles. Au Royaume-Uni, cette situation peut s'expliquer par un recul de l'emploi dans les administrations publiques de 0.6 % par an concomitant à un bond de l'emploi total sur la même période (+0.9 % par an). En Israël, le premier facteur d'explication est la très forte hausse de l'emploi total (+2.6 % par an). Seuls dix pays de l'OCDE ont enregistré une croissance de l'emploi dans les administrations publiques supérieure à celle de l'emploi total ; les écarts les plus élevés ont été observés en Espagne (où la différence était de 1.24 p.p.), au Mexique (0.94 p.p.) et au Luxembourg (0.88 p.p.) (graphique 3.2).

Méthodologie et définitions

Ces données sont tirées de la base de données des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale (SCN)*. Ce dernier constitue un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Par « emploi dans les administrations publiques », on entend l'emploi à tous les niveaux d'administration (administration centrale, administrations d'États fédérés, administrations locales et administrations de sécurité sociale) ainsi que dans les ministères proprement dits, les organismes et directions publics et les institutions à but non lucratif contrôlées par les pouvoirs publics. Les données correspondent au nombre total de personnes employées directement par ces institutions. L'emploi total englobe toutes les personnes qui exercent une activité productive entrant dans le domaine de la production au sens des comptes nationaux. Les personnes employées comprennent toutes celles qui, au cours d'une période déterminée, ont occupé un emploi rémunéré ou exercé un travail indépendant.

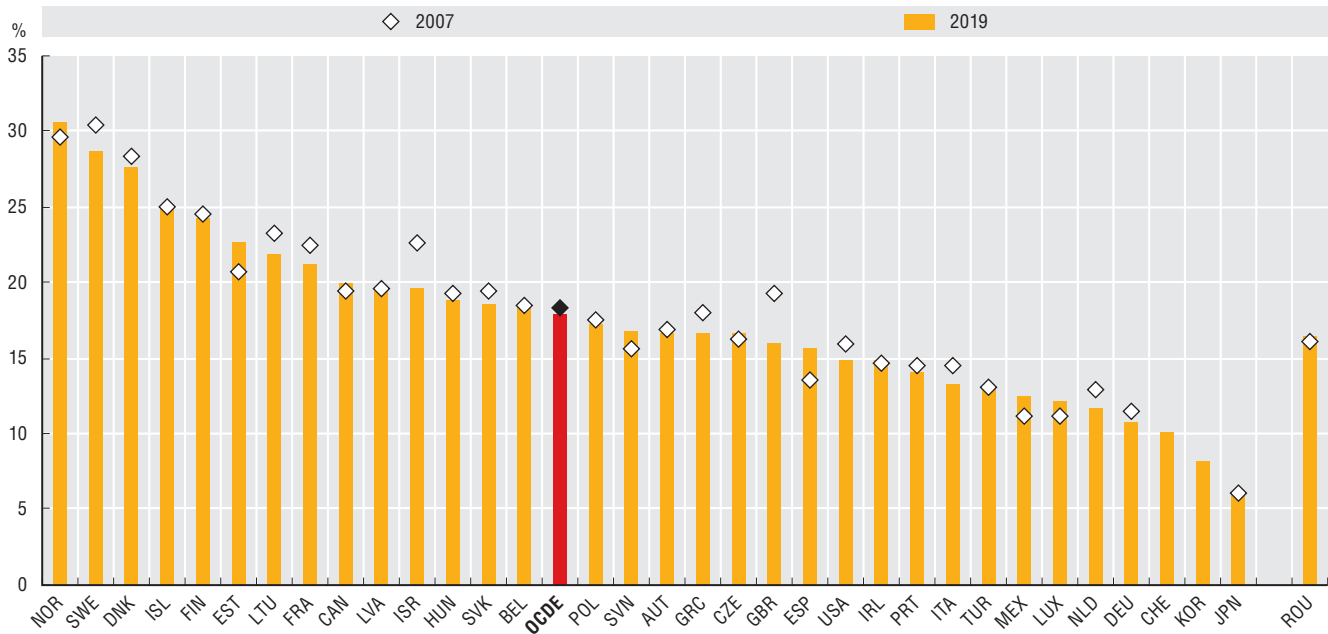
Pour en savoir plus

- OCDE (2019), *Recommandation du Conseil sur le leadership et les aptitudes de la fonction publique*, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0445>.
- OCDE (2017), *Skills for a High Performing Civil Service*, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264280724-en>.
- OCDE (2016), *Engaging Public Employees for a High-Performing Civil Service*, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264267190-en>.

Notes relatives aux graphiques

- 3.1 L'emploi total désigne l'emploi au niveau national. On ne dispose pas de données pour l'Australie, le Chili, la Colombie et la Nouvelle-Zélande. Les données sur la Corée et la Suisse ne sont pas prises en compte dans la moyenne de la zone OCDE car il manque des séries chronologiques. Les données sur le Luxembourg, la Norvège et la Suisse se rapportent à 2018 et non 2019. Les données sur le Japon se rapportent à 2017 et non 2019. Les données sur les États-Unis et l'Islande se rapportent à 2008 et non 2007.
- 3.2 : Données non disponibles pour l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, la Nouvelle-Zélande et la Suisse. Luxembourg, Norvège et Suisse : les données se rapportent à 2007-18 et non 2007-2019. Les données sur le Japon se rapportent à 2007-17 et non 2007-19. Les données sur les États-Unis et l'Islande se rapportent à 2008-19 et non 2007-19.

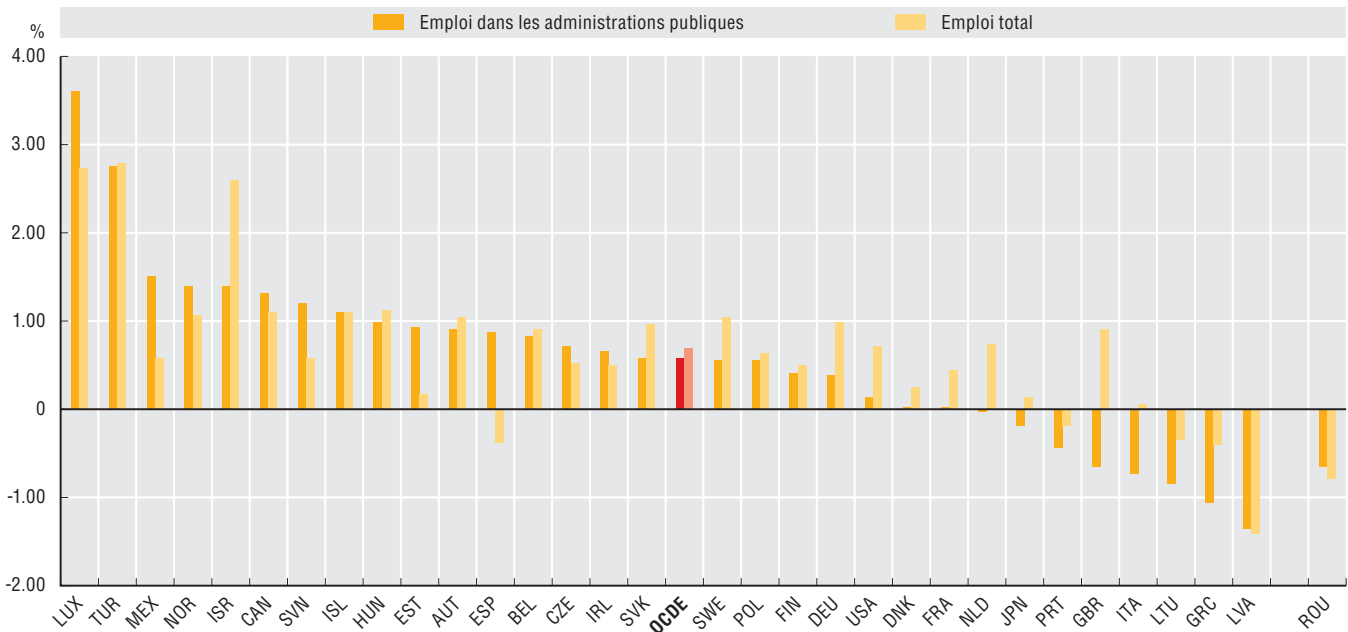
3.1. Emploi dans les administrations publiques, en pourcentage de l'emploi total, 2007 et 2019



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à la Corée, aux États-Unis, à l'Islande, Japon, au Mexique, à la Suisse et à la Turquie proviennent de l'Organisation internationale du Travail (OIT), base ILOSTAT, données sur l'emploi public par secteur et sous-secteur des comptes nationaux.

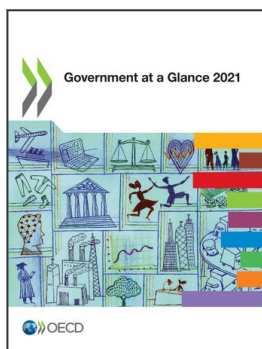
StatLink <https://doi.org/10.1787/888934263075>

3.2. Taux annuel moyen de croissance de l'emploi dans les administrations publiques et de l'emploi total, 2007-19



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives aux États-Unis, à l'Islande, au Japon, au Mexique et à la Turquie proviennent de l'Organisation internationale du Travail (OIT), base ILOSTAT, données sur l'emploi public par secteur et sous-secteur des comptes nationaux.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934263094>



Extrait de :
Government at a Glance 2021

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « L'emploi dans les administrations publiques », dans *Government at a Glance 2021*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b96a6f0b-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.